

Le budget—M. Mazankowski

Enfin, qu'a fait la Commission de l'énergie de l'Ontario? A-t-elle approuvé une baisse du prix du gaz vendu au secteur industriel, pour augmenter le volume des ventes et améliorer les liquidités des entreprises? Si le Programme énergétique national est tellement néfaste, comment expliquer que, en 1983, on ait foré plus de 4,000 puits de pétrole au Canada, sans compter les puits de gaz naturel? C'est le plus grand nombre de puits jamais enregistré chez nous. Auparavant, le plus grand nombre de puits avait été enregistré en 1980, soit 2,600. Comment pourrait-il expliquer cela?

● (1210)

M. Mazankowski: Monsieur le Président, le député me fournit la matière à un autre exposé.

M. Axworthy: J'espère qu'il sera meilleur que le premier.

M. Mazankowski: Je regrette d'avoir omis de traiter de la question des transports, ainsi que je me proposais de le faire, mais j'ai remarqué au cours de mon exposé que le ministre avait quitté la Chambre.

Je n'avais pas l'intention de comparer la situation du Canada à celle des États-Unis. Cependant, le député m'y invite en quelque sorte. Il règne à l'heure actuelle aux États-Unis une atmosphère beaucoup plus optimiste et confiante qu'au Canada en ce qui concerne les perspectives d'embauche. En fait, les États-Unis ont obligé leur économie à faire volte-face. Cette économie est de nouveau dynamique et vigoureuse. Les États-Unis ne se trouvent plus dans la même situation que nous. Leur taux de chômage est d'environ 8 p. 100 et leur taux d'inflation a baissé. Pour ce qui est d'instaurer le climat de stabilité nécessaire à la croissance économique, les Américains ont certes réussi à s'engager dans la voie de la relance. J'ai l'impression que le gouvernement a surtout pour politique de compter avant tout sur la relance prévue des États-Unis. Je crains fort qu'il ne sache jamais prendre les choses en main.

Quant au déficit, compte tenu des dimensions respectives de nos deux économies, il devrait se situer aux environs de 18 milliards de dollars et non pas de 31 milliards, avec l'espoir de le voir se stabiliser à ce niveau. Nous ne pouvons pas nous fier à ces chiffres, car nous avons constaté ces dernières années qu'ils étaient inexacts.

Je m'étonne que le député défende aveuglément le Programme énergétique national. Il connaît le milieu rural. Il sait ce que c'est qu'une petite exploitation agricole ou une petite entreprise de type familial. Le malheur en ce qui concerne le Programme énergétique national, c'est qu'il a ruiné au sein du secteur énergétique le petit exploitant, la petite entreprise de type familial. Je ne parle pas ici de celles qui se sont lancées dans le commerce des excédents de pétrole à la suite de l'encombrement du marché. Je parle de celles qui sont en affaires depuis 10 ou 15 ans. Elles ont vu leurs espoirs et leurs rêves anéantis.

La politique énergétique devait permettre au gouvernement de se venger des multinationales. Or, les sociétés pétrolières étrangères se portent on ne peut mieux, alors que nos sociétés pétrolières—Sulpetro, Dome, Turbo et maintes petites entreprises—ont du mal à survivre. Le député devrait se rendre à Red Deer, à Lloydminster ou à Drayton Valley pour y constater les torts qu'a causés le Programme énergétique national. C'est là que le bât blesse.

Si le gouvernement reconnaissait qu'il a commis une erreur, il contribuerait à redonner confiance à ce secteur, mais il persiste au contraire avec arrogance et entêtement dans la même voie et déclare: «C'est bien dommage, mais nous avons raison», quitte en même temps à réparer les pots cassés. C'est une politique empirique qui a ruiné à la fois les Canadiens et notre économie et qui n'était certes pas de nature à les avantager.

M. Keeper: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement l'intervention du député de Végréville (M. Mazankowski). Il a fort justement condamné la politique économique du gouvernement, mais je ne l'ai pas entendu donner des détails sur le genre de politique économique qu'adopteraient les conservateurs. Je l'ai cependant entendu louer la politique économique américaine et ses résultats. Cela veut-il dire que les conservateurs, si jamais ils étaient portés au pouvoir, suivraient une politique économique néo-conservatrice à la Reagan qui se traduirait par des réductions budgétaires au chapitre des services sociaux et un chômage permanent?

M. Mazankowski: Il me faudrait encore 20 minutes pour exposer toutes les mesures que nous prendrions. D'autres orateurs en ont parlé, mais mon attention a malheureusement été retenue par les nombreuses lacunes que présente le gouvernement actuel et la perspective que les choses ne s'amélioreront pas.

Le fait est que les emplois constituent la grande priorité. Les réalisations américaines sont certes supérieures à celles du Canada en matière de création d'emplois. Nous commencerions par nous attaquer à ce problème. Nous pourrions alors rendre dignité et fierté aux deux millions de Canadiens qui sont laissés pour compte et n'ont pas les moyens de s'en sortir.

A moins de pouvoir produire une richesse nouvelle au Canada, nous serons incapables de trouver les fonds et les ressources nécessaires pour maintenir le régime de sécurité sociale dont parlent les néo-démocrates et les libéraux mais dont ils ne savent pas très bien qui en fera les frais. Nous allons restaurer un certain climat de confiance dans nos secteurs de base—l'agriculture, les mines, les forêts et les pêches, mais surtout l'agriculture.

Le gouvernement se demande comment accroître la compétitivité de notre agriculture, mais chaque fois qu'un agriculteur remplit son tracteur ou sa moissonneuse-batteuse de carburant, 62 p. 100 du prix qu'il paie vont dans les coffres fédéraux. Les prix du carburant sont plus élevés chez nous qu'aux États-Unis. Cela permet certes difficilement aux producteurs de soutenir efficacement la concurrence. Voilà le genre de problèmes auxquels il faut s'attaquer.

Nous avons un déficit touristique de 2 milliards de dollars. Pourquoi ne pouvons-nous pas faire quelque chose pour redresser la situation? Ce sont là des mesures positives qui stimuleraient la croissance et produiraient une richesse nouvelle capable de défrayer les coûts des programmes existants. Personne ne parle de réduire le régime de sécurité sociale. Toutefois, si nous ne réussissons pas à produire la richesse nécessaire pour soutenir ces programmes, ce sera une solution à envisager mais il y en a une autre. Un gouvernement conservateur saurait susciter le genre de confiance, d'enthousiasme et d'esprit d'entreprise qui permettrait au pays d'aller de l'avant et de réaliser son immense potentiel.